

Canada Gazette

Part I



Gazette du Canada

Partie I

OTTAWA, SATURDAY, OCTOBER 22, 2022

OTTAWA, LE SAMEDI 22 OCTOBRE 2022

Notice to Readers

The *Canada Gazette* is published under the authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Part II and Part III below — Published every Saturday
- Part II Statutory instruments (regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 5, 2022, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after royal assent

The two electronic versions of the *Canada Gazette* are available free of charge. A Portable Document Format (PDF) version of Part I, Part II and Part III as an official version since April 1, 2003, and a HyperText Mark-up Language (HTML) version of Part I and Part II as an alternate format are available on the [Canada Gazette website](#). The HTML version of the enacted laws published in Part III is available on the [Parliament of Canada website](#).

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Services and Procurement Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, 613-996-2495 (telephone), 613-991-3540 (fax).

Bilingual texts received as late as six working days before the requested Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

For information regarding reproduction rights, please contact Public Services and Procurement Canada by email at TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Avis au lecteur

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères de la Partie II et de la Partie III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 5 janvier 2022 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

Les deux versions électroniques de la *Gazette du Canada* sont offertes gratuitement. Le format de document portable (PDF) de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III à titre de version officielle depuis le 1^{er} avril 2003 et le format en langage hypertexte (HTML) de la Partie I et de la Partie II comme média substitut sont disponibles sur le [site Web de la Gazette du Canada](#). La version HTML des lois sanctionnées publiées dans la Partie III est disponible sur le [site Web du Parlement du Canada](#).

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Services publics et Approvisionnement Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, 613-996-2495 (téléphone), 613-991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada par courriel à l'adresse TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

TABLE OF CONTENTS

Government notices	5097
Appointment opportunities	5106
Parliament	
House of Commons	5110
Office of the Chief Electoral Officer	5110
Commissions	5111
(agencies, boards and commissions)	
Miscellaneous notices	5118
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; other private sector agents)	
Index	5120

TABLE DES MATIÈRES

Avis du gouvernement	5097
Possibilités de nominations	5106
Parlement	
Chambre des communes	5110
Bureau du directeur général des élections ...	5110
Commissions	5111
(organismes, conseils et commissions)	
Avis divers	5118
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
Index	5121

GOVERNMENT NOTICES**DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT****CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999**

Waiver of information requirements for living organisms (subsection 106(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999)

Whereas, any person who proposes to import or manufacture a living organism that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 106(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*; and

Whereas, a person may, pursuant to subsection 106(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, request any of the requirements to provide information under subsection 106(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to be waived.

Therefore, notice is hereby given, pursuant to subsection 106(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, that the Minister of the Environment waived some requirements to provide information in accordance with the following annex pursuant to subsection 106(8) of that Act.

Thomas Kruidenier

Acting Executive Director
Program Development and Engagement Division
On behalf of the Minister of the Environment

ANNEX**Waiver of information requirements**

(Subsection 106(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*)

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a living organism in relation to which a waiver was granted
--	---

AlloVir, Inc.	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed
---------------	---

AVIS DU GOUVERNEMENT**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)**

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les organismes vivants [paragraphe 106(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]

Attendu que toute personne qui se propose d'importer ou de fabriquer un organisme vivant qui ne figure pas à la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés aux termes du paragraphe 106(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une personne peut, aux termes du paragraphe 106(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, demander une exemption à l'exigence de fournir les renseignements visés au paragraphe 106(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Pour ces motifs, avis est par la présente donné, conformément au paragraphe 106(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le ministre de l'Environnement a accordé aux termes du paragraphe 106(8) de cette loi une exemption à l'obligation de fournir des renseignements conformément à l'annexe suivante.

Le directeur exécutif par intérim
Division de la mobilisation et de l'élaboration de programmes

Thomas Kruidenier

Au nom du ministre de l'Environnement

ANNEXE**Exemption à l'obligation de fournir des renseignements**

[paragraphe 106(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*]

Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant un organisme vivant
---	--

AlloVir, Inc.	Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
---------------	---

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a living organism in relation to which a waiver was granted	Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant un organisme vivant
Andersonbrecon Inc. d/b/a PCI Pharma Services	Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed	Andersonbrecon Inc. d/b/a PCI Pharma Services	Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests of antibiotic susceptibility		Données des essais de sensibilité aux antibiotiques
	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
Cabaletta Bio Inc.	Data from tests of antibiotic susceptibility	Cabaletta Bio Inc.	Données des essais de sensibilité aux antibiotiques
	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests of antibiotic susceptibility		Données des essais de sensibilité aux antibiotiques
CARsgen Therapeutics Corporation	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed	CARsgen Therapeutics Corporation	Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
	Data from tests of antibiotic susceptibility		Données des essais de sensibilité aux antibiotiques
	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées
Celgene Inc.	Data from tests of antibiotic susceptibility	Celgene Inc.	Données des essais de sensibilité aux antibiotiques
	Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed		Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a living organism in relation to which a waiver was granted	Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant un organisme vivant
CRISPR Therapeutics AG	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests of antibiotic susceptibility</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p>	CRISPR Therapeutics AG	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p> <p>Données des essais de sensibilité aux antibiotiques</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p>
Evelo Biosciences Inc.	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests of antibiotic susceptibility</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p>	Evelo Biosciences Inc.	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p> <p>Données des essais de sensibilité aux antibiotiques</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p>
Homology Medicines, Inc.	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p>	Homology Medicines, Inc.	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p>
Janssen, Inc.	<p>Data from tests of antibiotic susceptibility</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p>	Janssen, Inc.	<p>Données des essais de sensibilité aux antibiotiques</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p>

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a living organism in relation to which a waiver was granted	Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant un organisme vivant
Merck Canada Inc.	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests of antibiotic susceptibility</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed (4)¹</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed (4)</p>	Merck Canada Inc.	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p> <p>Données des essais de sensibilité aux antibiotiques</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées (4)¹</p>
REGENXBIO Inc.	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests of antibiotic susceptibility (4)</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p>	REGENXBIO Inc.	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées (4)</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p>
SiREM	<p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed</p> <p>Data from tests of antibiotic susceptibility</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on aquatic plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed (3)</p> <p>Data from tests to determine the effects of the living organism on terrestrial plant, invertebrate, and vertebrate species likely to be exposed (3)</p> <p>Data from tests of pathogenicity that are valid for related living organisms that are pathogenic to humans (3)</p>	SiREM	<p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées</p> <p>Données des essais de sensibilité aux antibiotiques</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces aquatiques de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées (3)</p> <p>Données des essais servant à déterminer les effets de l'organisme vivant sur les espèces terrestres de végétaux, d'invertébrés et de vertébrés susceptibles d'y être exposées (3)</p> <p>Données des essais de pathogénicité valables pour des organismes vivants apparentés de nature anthropopathogène (3)</p>

¹ The number in brackets indicates the number of times that the information requirement in the second column was waived for the person.

¹ Le nombre entre parenthèses indique le nombre de fois qu'une exemption a été accordée à la personne relativement aux renseignements visés à la deuxième colonne.

EXPLANATORY NOTE

The decision to grant a waiver is made on a case-by-case basis by the Minister of the Environment in consultation with the Minister of Health. Every year, approximately 400 regulatory declarations are submitted for chemicals, polymers and living organisms under subsections 81(1), (3) and (4) and 106(1), (3) and (4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* and around 100 waivers are granted yearly for chemicals, polymers and living organisms under subsections 81(8) and 106(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*.

For more information, please see the waivers web page on the [New Substances website](#).

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Waiver of information requirements for substances (subsection 81(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999)

Whereas any person who proposes to import or manufacture a substance that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 81(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*; and

Whereas a person may, pursuant to subsection 81(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, request any of the requirements to provide information under subsection 81(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to be waived;

Therefore, notice is hereby given, pursuant to subsection 81(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, that the Minister of the Environment waived some requirements to provide information pursuant to subsection 81(8) of that Act and in accordance with the following annex.

Thomas Kruidenier

Acting Executive Director
Program Development and Engagement Division
On behalf of the Minister of the Environment

NOTE EXPLICATIVE

La décision d'accorder ou non une exemption est prise par le ministre de l'Environnement en fonction de chaque cas, en consultation avec le ministre de la Santé. Chaque année, environ 400 déclarations réglementaires sont produites pour des substances chimiques, des polymères et des organismes vivants conformément aux paragraphes 81(1), (3) et (4) et 106(1), (3) et (4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* et environ 100 exemptions en vertu des paragraphes 81(8) et 106(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* sont accordées.

Pour plus d'information, veuillez consulter la page Web des exemptions sur le [site Web des substances nouvelles](#).

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les substances [paragraphe 81(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]

Attendu que toute personne qui se propose d'importer ou de fabriquer une substance qui ne figure pas à la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés aux termes du paragraphe 81(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une personne peut, aux termes du paragraphe 81(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, demander une exemption à l'exigence de fournir les renseignements visés au paragraphe 81(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Pour ces motifs, avis est par la présente donné, conformément au paragraphe 81(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le ministre de l'Environnement a accordé aux termes du paragraphe 81(8) de cette loi une exemption à l'obligation de fournir des renseignements conformément à l'annexe suivante.

Le directeur exécutif par intérim
Division de la mobilisation et de l'élaboration de programmes

Thomas Kruidenier

Au nom du ministre de l'Environnement

ANNEX

Waiver of information requirements

(Subsection 81(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*)

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a substance in relation to which a waiver was granted
AGC Chemicals Americas, Inc.	Data from a skin irritation test (2) ¹
	Data from a skin sensitization test
	Data from an oral, dermal or inhalation type of acute mammalian toxicity test
Allnex Canada Inc.	Data in respect of hydrolysis rate as a function of pH
BASF Canada Inc.	Data in respect of vapour pressure (2)
	Data in respect of hydrolysis rate as a function of pH
Brenntag Canada Inc.	Data from an oral, dermal or inhalation type of acute mammalian toxicity test
Chemical Compliance CA Inc.	Data in respect of hydrolysis rate as a function of pH
	Data from an <i>in vivo</i> mammalian mutagenicity test for chromosomal aberrations or gene mutations
Clariant (Canada) Inc.	Data from an <i>in vivo</i> mammalian mutagenicity test for chromosomal aberrations or gene mutations
Dover Chemical Corporation	Data in respect of octanol/water partition coefficient
MIFC Ingredients, Inc.	Data in respect of density
Netchem Inc.	Data in respect of water solubility
Nova Scotia Company	Data in respect of number average molecular weight (Mn) [2]

¹ The number in brackets indicates the number of times that the information requirement in the second column was waived for the person.

ANNEXE

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements

[paragraphe 81(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*]

Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant une substance
AGC Chemicals Americas, Inc.	Données provenant d'un essai de l'évaluation du degré d'irritation cutanée (2) ¹
	Données provenant d'un essai de sensibilisation de la peau
	Données provenant d'un essai de toxicité aiguë à l'égard de mammifères, administré par voie orale, cutanée ou par inhalation
Allnex Canada Inc.	Données concernant le taux d'hydrolyse en fonction du pH
BASF Canada Inc.	Données concernant la pression de vapeur (2)
	Données concernant le taux d'hydrolyse en fonction du pH
Brenntag Canada Inc.	Données provenant d'un essai de toxicité aiguë à l'égard de mammifères, administré par voie orale, cutanée ou par inhalation
Chemical Compliance CA Inc.	Données concernant le taux d'hydrolyse en fonction du pH
	Données sur le pouvoir mutagène provenant d'un essai <i>in vivo</i> à l'égard des mammifères pour déterminer la présence d'aberrations chromosomiques ou des mutations génétiques
Clariant (Canada) Inc.	Données sur le pouvoir mutagène provenant d'un essai <i>in vivo</i> à l'égard des mammifères pour déterminer la présence d'aberrations chromosomiques ou des mutations génétiques
Dover Chemical Corporation	Données concernant le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
MIFC Ingredients, Inc.	Données concernant la densité
Netchem Inc.	Données concernant la solubilité dans l'eau
Nova Scotia Company	Données concernant la masse moléculaire moyenne en nombre (2)

¹ Le nombre entre parenthèses indique le nombre de fois qu'une exemption a été accordée à la personne relativement aux renseignements visés à la deuxième colonne.

Person to whom a waiver was granted	Information concerning a substance in relation to which a waiver was granted	Nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption concernant une substance
	Data in respect of maximum concentrations, expressed in percentage, of all residual constituents having a molecular weight less than 500 daltons and of all residual constituents having a molecular weight less than 1 000 daltons (2)		Données concernant les concentrations maximales, en pourcentage, des composantes résiduelles dont la masse moléculaire est inférieure à 500 daltons et celles dont la masse moléculaire est inférieure à 1 000 daltons (2)
Pilot Chemical Company	Data in respect of water solubility Data in respect of octanol/water partition coefficient Data in respect of vapour pressure	Pilot Chemical Company	Données concernant la solubilité dans l'eau Données concernant le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau Données concernant la pression de vapeur
PPG Architectural Coatings Inc.	Data from an oral, dermal or inhalation type of acute mammalian toxicity test	PPG Architectural Coatings Inc.	Données provenant d'un essai de toxicité aiguë à l'égard de mammifères, administré par voie orale, cutanée ou par inhalation
Rohm and Haas Canada LP	Data in respect of octanol/water partition coefficient	Rohm and Haas Canada LP	Données concernant le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Sika Canada	Data in respect of water solubility Data in respect of octanol/water partition coefficient	Sika Canada	Données concernant la solubilité dans l'eau Données concernant le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Stepan Company (Illinois)	Data in respect of density	Stepan Company (Illinois)	Données concernant la densité
Stratasys Ltd.	Data in respect of maximum concentrations, expressed in percentage, of all residual constituents having a molecular weight less than 500 daltons and of all residual constituents having a molecular weight less than 1 000 daltons	Stratasys Ltd.	Données concernant les concentrations maximales, en pourcentage, des composantes résiduelles dont la masse moléculaire est inférieure à 500 daltons et celles dont la masse moléculaire est inférieure à 1 000 daltons
Vink Chemicals GmbH & Co. KG	Data from an adsorption-desorption screening test	Vink Chemicals GmbH & Co. KG	Données provenant d'un essai de présélection sur l'adsorption et la désorption
Zentek Ltd.	Data in respect of vapour pressure (2)	Zentek Ltd.	Données concernant la pression de vapeur (2)

EXPLANATORY NOTE

The decision to grant a waiver is made on a case-by-case basis by the Minister of the Environment in consultation with the Minister of Health. Every year, approximately 400 regulatory declarations are submitted for chemicals, polymers and living organisms under subsections 81(1), (3) and (4) and 106(1), (3) and (4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* and around 100 waivers are granted yearly for chemicals, polymers and living organisms under subsections 81(8) and 106(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*.

NOTE EXPLICATIVE

La décision d'accorder ou non une exemption est prise par le ministre de l'Environnement en fonction de chaque cas, en consultation avec le ministre de la Santé. Chaque année, environ 400 déclarations réglementaires sont produites pour des substances chimiques, des polymères et des organismes vivants conformément aux paragraphes 81(1), (3) et (4) et 106(1), (3) et (4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* et environ 100 exemptions sont accordées en vertu des paragraphes 81(8) et 106(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*.

For more information, please see the waivers web page on the [New Substances website](#).

Pour plus d'information, veuillez consulter la page Web des exemptions sur le [site Web des substances nouvelles](#).

DEPARTMENT OF TRANSPORT

CANADA SHIPPING ACT, 2001

Order Repealing the Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)

Whereas the Minister of Transport made the *Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*^a on June 19, 2022 under subsection 10.1(1)^b of the *Canada Shipping Act, 2001*^c;

And whereas that Minister believes that that Interim Order is no longer required to deal with a direct or indirect risk to marine safety or to the marine environment;

Therefore, the Minister of Transport makes the annexed *Order Repealing the Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)* under subsection 10.1(1)^b of the *Canada Shipping Act, 2001*^c.

Ottawa, September 30, 2022

Omar Alghabra
Minister of Transport

Order Repealing the Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)

Repeal

1 The *Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*¹ is repealed.

^a *Canada Gazette*, Part 1, Vol. 156, No. 27, July 2, 2022

^b S.C. 2018, c. 27, s. 690

^c S.C. 2001, c. 26

¹ *Canada Gazette*, Part 1, Vol. 156, No. 27, July 2, 2022

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

LOI DE 2001 SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

Arrêté abrogeant l'Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)

Attendu que le ministre des Transports a pris, en vertu du paragraphe 10.1(1)^a de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*^b, l'*Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)*^c le 19 juin 2022;

Attendu que le ministre estime que cet arrêté n'est plus nécessaire pour parer à un risque — direct ou indirect — à la sécurité maritime ou au milieu marin,

À ces causes, en vertu du paragraphe 10.1(1)^a de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*^b, le ministre des Transports prend l'*Arrêté abrogeant l'Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)*, ci-après.

Ottawa, le 30 septembre 2022

Le ministre des Transports
Omar Alghabra

Arrêté abrogeant l'Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)

Abrogation

1 L'*Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)*¹ est abrogé.

^a L.C. 2018, ch. 27, art. 690

^b L.C. 2001, ch. 26

^c *Gazette du Canada*, partie I, vol. 156, no 27, 2 juillet 2022

¹ *Gazette du Canada*, partie I, vol. 156, no 27, 2 juillet 2022

Coming into Force

2 This Order comes into force at 23:59:59 Eastern Daylight Time on September 30, 2022.

INNOVATION, SCIENCE AND ECONOMIC DEVELOPMENT CANADA

RADIOCOMMUNICATION ACT

Notice No. SMSE-016-22 – Release of SPR-002, issue 2

Notice is hereby given that Innovation, Science and Economic Development Canada has published the following document:

- SPR-002, issue 2, *Supplementary Procedure for Assessing Compliance of Equipment Operating from 3 kHz to 10 MHz with RSS-102*, which sets out methods for assessing compliance of equipment operating in the frequency range from 3 kHz to 10 MHz with the radio frequency (RF) exposure limits to prevent nerve stimulation (NS) and thermal effects outlined in Radio Standards Specification RSS-102 entitled *Radio Frequency (RF) Exposure Compliance of Radiocommunication Apparatus (All Frequency Bands)*.

This document is now official and available on the [Published documents page](#) of the [Spectrum management and telecommunications website](#).

Submitting comments

Comments and suggestions for improving this document may be submitted online using the [Standard Change Request form](#).

October 4, 2022

Martin Proulx

Director General
Engineering, Planning and Standards Branch

Entrée en vigueur

2 Le présent arrêté entre en vigueur à 23 h 59 min 59 s, heure avancée de l'Est, le 30 septembre 2022.

INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

Avis n° SMSE-016-22 – Publication de la PRS-002, 2^e édition

Avis est par la présente donné qu'Innovation, Sciences et Développement économique Canada a publié le document suivant :

- La PRS-002, 2^e édition, *Procédure supplémentaire pour l'évaluation de la conformité au CNR-102 dans la gamme de fréquences de 3 kHz à 10 MHz*, qui définit les méthodes d'évaluation de la conformité aux limites d'exposition aux radiofréquences (RF) visant à prévenir la stimulation des nerfs (SN) et les effets thermiques, énoncées dans le Cahier des charges sur les normes radioélectriques CNR-102 intitulé *Conformité des appareils de radiocommunication aux limites d'exposition humaine aux radiofréquences (toutes bandes de fréquences)*, pour la gamme de fréquences allant de 3 kHz à 10 MHz.

Ce document est maintenant officiel et disponible sur la [page Documents publiés](#) du [site Web de Gestion du spectre et télécommunications](#).

Présentation de commentaires

Les commentaires et suggestions pour améliorer ce document peuvent être soumis en ligne en utilisant le [formulaire Demande de changement à la norme](#).

Le 4 octobre 2022

Le directeur général

Direction générale du génie, de la planification et des normes

Martin Proulx

PRIVY COUNCIL OFFICE*Appointment opportunities*

We know that our country is stronger — and our government more effective — when decision-makers reflect Canada's diversity. The Government of Canada has implemented an appointment process that is transparent and merit-based, strives for gender parity, and ensures that Indigenous peoples and minority groups are properly represented in positions of leadership. We continue to search for Canadians who reflect the values that we all embrace: inclusion, honesty, fiscal prudence, and generosity of spirit. Together, we will build a government as diverse as Canada.

We are equally committed to providing a healthy workplace that supports one's dignity, self-esteem and the ability to work to one's full potential. With this in mind, all appointees will be expected to take steps to promote and maintain a healthy, respectful and harassment-free work environment.

The Government of Canada is currently seeking applications from diverse and talented Canadians from across the country who are interested in the following positions.

Current opportunities

The following opportunities for appointments to Governor in Council positions are currently open for applications. Every opportunity is open for a minimum of two weeks from the date of posting on the [Governor in Council appointments website](#).

Governor in Council appointment opportunities

Position	Organization	Closing date
Director	Bank of Canada	
Director	Business Development Bank of Canada	
Chairperson	Canada Agricultural Review Tribunal	
Director	Canada Council for the Arts	
Director	Canada Development Investment Corporation	

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ*Possibilités de nominations*

Nous savons que notre pays est plus fort et notre gouvernement plus efficace lorsque les décideurs reflètent la diversité du Canada. Le gouvernement du Canada a mis en œuvre un processus de nomination transparent et fondé sur le mérite qui reflète son engagement à assurer la parité entre les sexes et une représentation adéquate des Autochtones et des groupes minoritaires dans les postes de direction. Nous continuons de rechercher des Canadiens qui incarnent les valeurs qui nous sont chères : l'inclusion, l'honnêteté, la prudence financière et la générosité d'esprit. Ensemble, nous créerons un gouvernement aussi diversifié que le Canada.

Nous nous engageons également à offrir un milieu de travail sain qui favorise la dignité et l'estime de soi des personnes et leur capacité à réaliser leur plein potentiel au travail. Dans cette optique, toutes les personnes nommées devront prendre des mesures pour promouvoir et maintenir un environnement de travail sain, respectueux et exempt de harcèlement.

Le gouvernement du Canada sollicite actuellement des candidatures auprès de divers Canadiens talentueux provenant de partout au pays qui manifestent un intérêt pour les postes suivants.

Possibilités d'emploi actuelles

Les possibilités de nominations des postes pourvus par décret suivantes sont actuellement ouvertes aux demandes. Chaque possibilité est ouverte aux demandes pour un minimum de deux semaines à compter de la date de la publication sur le [site Web des nominations par le gouverneur en conseil](#).

Possibilités de nominations par le gouverneur en conseil

Poste	Organisation	Date de clôture
Administrateur	Banque du Canada	
Administrateur	Banque de développement du Canada	
Président	Commission de révision agricole du Canada	
Directeur	Conseil des Arts du Canada	
Administrateur	Corporation de développement des investissements du Canada	

Position	Organization	Closing date	Poste	Organisation	Date de clôture
Director	Canada Foundation for Sustainable Development Technology		Administrateur	Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	
President	Canada Lands Company Limited		Président	Société immobilière du Canada limitée	
Director	Canada Post Corporation		Administrateur	Société canadienne des postes	
Director	Canada Revenue Agency		Administrateur	Agence du revenu du Canada	
Member	Canada–Nova Scotia Offshore Petroleum Board		Membre	Office Canada—Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	
Chairperson	Canadian Air Transport Security Authority		Président	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	
Chief Executive Officer	Canadian Air Transport Security Authority		Premier dirigeant	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	
Director	Canadian Commercial Corporation		Administrateur	Corporation commerciale canadienne	
Member	Canadian Cultural Property Export Review Board		Membre	Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels	
Director	Canadian Deposit Insurance Corporation		Administrateur	Société d'assurance-dépôts du Canada	
Director	Canada Energy Regulator		Administrateur	Régie canadienne de l'énergie	
Chairperson	Canadian High Arctic Research Station		Président	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Member	Canadian High Arctic Research Station		Administrateur	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Vice-Chairperson	Canadian High Arctic Research Station		Vice-président	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Chief Commissioner	Canadian Human Rights Commission		Président	Commission canadienne des droits de la personne	
Member	Canadian Human Rights Tribunal		Membre	Tribunal canadien des droits de la personne	
Secretary	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat		Secrétaire	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Director	Canadian Museum of History		Directeur	Musée canadien de l'histoire	
Trustee	Canadian Museum of Immigration at Pier 21		Administrateur	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	
Chairperson	Canadian Museum of Nature		Président	Musée canadien de la nature	

Position	Organization	Closing date	Poste	Organisation	Date de clôture
Chairperson	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission		Président	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Vice-Chairperson	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission		Vice-président	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Member	Canadian Statistics Advisory Council		Membre	Conseil consultatif canadien de la statistique	
Member	Canadian Transportation Agency		Membre	Office des transports du Canada	
Special Representative on Combatting Islamophobia	Department of Canadian Heritage		Représentant spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie	Ministère du Patrimoine canadien	
Chairperson	Export Development Canada		Président	Exportation et développement Canada	
Director	Export Development Canada		Administrateur	Exportation et développement Canada	
President	Farm Credit Canada		Président	Financement agricole Canada	
Director	First Nations Financial Management Board		Conseiller	Conseil de gestion financière des Premières Nations	
Member	Historic Sites and Monuments Board of Canada		Membre	Commission des lieux et monuments historiques du Canada	
Commissioner	International Commission on the Conservation of Atlantic Tunas		Commissaire	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique	
President	International Development Research Centre		Président	Centre de recherches pour le développement international	
Director	Invest in Canada Hub		Administrateur	Investir au Canada	
Commissioner	Law Commission of Canada		Commissaire	Commission du droit du Canada	
President	Law Commission of Canada		Président	Commission du droit du Canada	
Chairperson	National Arts Centre Corporation		Président	Société du Centre national des Arts	
Chairperson	National Capital Commission		Président	Commission de la capitale nationale	
Member	National Capital Commission		Membre	Commission de la capitale nationale	
Member	National Farm Products Council		Membre	Conseil national des produits agricoles	
Vice-Chairperson	National Farm Products Council		Vice-président	Conseil national des produits agricoles	
Government Film Commissioner	National Film Board		Commissaire du gouvernement à la cinématographie	Office national du film	

Position	Organization	Closing date	Poste	Organisation	Date de clôture
Trustee	National Museum of Science and Technology		Administrateur	Musée national des sciences et de la technologie	
Member	Net-Zero Advisory Body		Membre	Groupe consultatif pour la carboneutralité	
Canadian Representative	North Atlantic Salmon Conservation Organization		Représentant canadien	Organisation pour la Conservation du Saumon de l'Atlantique Nord	
Canadian Representative	North Pacific Anadromous Fish Commission		Représentant canadien	Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord	
Public Sector Integrity Commissioner	Office of the Public Sector Integrity Commissioner		Commissaire à l'intégrité du secteur public	Commissariat à l'intégrité du secteur public	
Member	Pacific Pilotage Authority		Membre	Administration de pilotage du Pacifique	
Member	Parole Board of Canada		Membre	Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Chairperson	Patented Medicine Prices Review Board		Président	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
Member	Payments in Lieu of Taxes Dispute Advisory Panel		Membre	Comité consultatif sur les paiements versés en remplacement d'impôts	
Chairperson	Royal Canadian Mounted Police Management Advisory Board		Président	Conseil consultatif de gestion de la Gendarmerie royale du Canada	
Member	Royal Canadian Mounted Police Management Advisory Board		Membre	Conseil consultatif de gestion de la Gendarmerie royale du Canada	
Vice-Chairperson	Royal Canadian Mounted Police Management Advisory Board		Vice-président	Conseil consultatif de gestion de la Gendarmerie royale du Canada	
Deputy Registrar	Supreme Court of Canada		Registraire adjoint	Cour suprême du Canada	
Executive Director	Telefilm Canada		Directeur général	Téléfilm Canada	

PARLIAMENT**HOUSE OF COMMONS**

First Session, 44th Parliament

PRIVATE BILLS

[Standing Order 130](#) respecting notices of intended applications for private bills was published in the *Canada Gazette*, Part I, on November 20, 2021.

For further information, contact the Private Members' Business Office, House of Commons, West Block, Room 314-C, Ottawa, Ontario K1A 0A6, 613-992-9511.

Charles Robert

Clerk of the House of Commons

OFFICE OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER**CANADA ELECTIONS ACT***Deregistration of a registered electoral district association*

In accordance with subsection 467(1) of the *Canada Elections Act*, the "Eglinton–Lawrence PPC Association" is deregistered, effective October 31, 2022.

September 29, 2022

Josée Villeneuve

Senior Director
Political Financing

OFFICE OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER**CANADA ELECTIONS ACT***Deregistration of registered electoral district associations*

On application by the People's Party of Canada, in accordance with subsection 467(2) of the *Canada Elections Act*, the following associations are deregistered, effective October 31, 2022.

Kelowna–Lake Country - PPC Association
Kingston Regional PPC Association
Miramichi–Grand Lake - PPC Association

September 29, 2022

Josée Villeneuve

Senior Director
Political Financing

PARLEMENT**CHAMBRE DES COMMUNES**

Première session, 44^e législature

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'[article 130](#) du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi d'intérêt privé a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 20 novembre 2021.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Bureau des affaires émanant des députés à l'adresse suivante : Chambre des communes, Édifice de l'Ouest, pièce 314-C, Ottawa (Ontario) K1A 0A6, 613-992-9511.

Le greffier de la Chambre des communes

Charles Robert**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS****LOI ÉLECTORALE DU CANADA***Radiation d'une association de circonscription enregistrée*

Conformément au paragraphe 467(1) de la *Loi électorale du Canada*, « Eglinton–Lawrence PPC Association » est radiée à compter du 31 octobre 2022.

Le 29 septembre 2022

La directrice principale
Financement politique

Josée Villeneuve**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS****LOI ÉLECTORALE DU CANADA***Radiation d'associations de circonscription enregistrées*

Sur demande du Parti populaire du Canada, conformément au paragraphe 467(2) de la *Loi électorale du Canada*, les associations suivantes sont radiées. La radiation prend effet le 31 octobre 2022.

Kelowna–Lake Country - PPC Association
Kingston Regional PPC Association
Miramichi–Grand Lake - PPC Association

Le 29 septembre 2022

La directrice principale
Financement politique

Josée Villeneuve

COMMISSIONS

CANADA ENERGY REGULATOR

NOTICE OF FILING OF AN APPLICATION FOR A PERMIT TO BUILD AND OPERATE AN INTERNATIONAL POWER LINE

Application by Hydro-Québec for a permit to build and operate a direct current power line from the Hertel substation to the Champlain Hudson Power Express project in the United States

On 8 July 2022, under section 248 of the *Canadian Energy Regulator Act*, Hydro-Québec (the Applicant) filed an application with the Canada Energy Regulator (CER) for a permit to build and operate a 400 kV direct current international power line. The selected route for the power line covers approximately 58 km (underground) from the Hertel substation in the municipality of La Prairie, to a point in the municipality of Lacolle, at the border between Quebec and New York State, United States.

The Commission of the CER (Commission) informs all interested persons that it is now initiating a preliminary technical analysis of the application. Upon completion of its analysis, a second notice will invite all interested persons to submit their comments to the CER before the Commission makes any decision about the permit application. To the extent possible, the Commission wishes to minimize duplications with the provincial regulatory process, namely, the environmental assessment process conducted by the Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Québec department of the environment and the fight against climate change), including all public hearing consultation sessions held by the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) [Québec office for public hearings on the environment].

In the meantime, the Commission encourages all interested parties to submit any comments or concerns they may have directly to the Applicant and to participate in the assessment being carried out as part of the provincial regulatory process, including the BAPE.

All relevant documents may also be viewed as follows:

1. During regular business hours, at the Applicant's offices at 75 René-Lévesque Boulevard West (Centre de documentation), 2nd Floor, Montréal, Quebec H2Z 1A4;
2. During regular business hours, at the CER library, 517 Tenth Avenue SW, 2nd Floor, Calgary, Alberta, T2R 0A8. The application is also available on the [Canada Energy Regulator website](#).

COMMISSIONS

RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

AVIS DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE PERMIS VISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UNE LIGNE INTERNATIONALE DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ

Demande d'Hydro-Québec visant l'obtention d'un permis pour construire et exploiter une ligne d'électricité à courant continu du poste Hertel jusqu'au projet Champlain Hudson Power Express aux États-Unis

Le 8 juillet 2022, aux termes de l'article 248 de la *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie*, Hydro-Québec (le « demandeur ») a présenté une demande à la Régie de l'énergie du Canada (la Régie) en vue d'obtenir un permis pour construire et exploiter une ligne internationale de transport d'électricité à courant continu de 400 kV. Le tracé choisi s'étend sur environ 58 km (sous terre) depuis le poste Hertel, dans la municipalité de La Prairie, jusqu'à un point dans la municipalité de Lacolle, à la frontière entre le Québec et l'État de New York, aux États-Unis.

La Commission de la Régie de l'énergie du Canada (la Commission) informe toutes les personnes intéressées qu'elle entreprend maintenant une analyse technique préliminaire de la demande. Une fois celle-ci terminée, un second avis invitera les personnes intéressées à soumettre leurs commentaires à la Régie avant que la Commission ne rende une décision au sujet de la demande de permis. Dans la mesure du possible, la Commission souhaite réduire au minimum les chevauchements avec le processus réglementaire provincial, c'est-à-dire l'évaluation environnementale menée par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, y compris toutes les audiences publiques et séances de consultation tenues par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (le « BAPE »).

Entre-temps, la Commission encourage toutes les parties intéressées à faire part de leurs commentaires ou préoccupations directement au demandeur et à participer à l'évaluation effectuée dans le cadre du processus réglementaire provincial, y compris l'examen du BAPE.

Tous les documents pertinents peuvent être consultés dans la mesure qui suit :

1. Pendant les heures normales d'ouverture, aux bureaux du demandeur au 75, boulevard René-Lévesque Ouest (Centre de documentation), 2^e étage, Montréal (Québec) H2Z 1A4;
2. Pendant les heures normales d'ouverture, à la bibliothèque de la Régie, au 517 Tenth Avenue SW, 2^e étage, Calgary (Alberta) T2R 0A8. La demande est aussi accessible sur le [site Web de la Régie de l'énergie du Canada](#).

For more information on the process or the assessment by the Commission, please contact Mélanie Loisel, CER Process Advisor, by email at Melanie.Loisel@cer-rec.gc.ca or by telephone at 514-591-7619.

Ramona Sladic

Secretary of the Commission

CANADA REVENUE AGENCY

INCOME TAX ACT

Revocation of registration of a charity

The following notice of proposed revocation was sent to the charity listed below for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

“Notice is hereby given, pursuant to paragraph 168(1)(b) of the *Income Tax Act*, of our intention to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of registration will be effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

Business number Numéro d'entreprise	Name / Nom Address / Adresse
829479666RR0001	OAK TREE FOUNDATION, ABBOTSFORD, B.C.

Sharmila Khare

Director General
Charities Directorate

CANADA REVENUE AGENCY

INCOME TAX ACT

Revocation of registration of a charity

The following notice of proposed revocation was sent to the charity listed below for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

“Notice is hereby given, pursuant to paragraphs 168(1)(b), 168(1)(e), and subsection 149.1(3)(a), 149.1(3)(b), and 149.1(4.1)(d) of the *Income Tax Act*, of our intention to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of registration will be effective

Pour un complément d'information sur le processus ou l'évaluation menée par la Régie, veuillez communiquer avec Mélanie Loisel, conseillère en processus, à l'adresse Melanie.Loisel@cer-rec.gc.ca ou par téléphone au 514-591-7619.

La secrétaire de la Commission

Ramona Sladic

AGENCE DU REVENU DU CANADA

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Révocation de l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance

L'avis d'intention de révocation suivant a été envoyé à l'organisme de bienfaisance indiqué ci-après parce qu'il n'a pas respecté les parties de la *Loi de l'impôt sur le revenu* tel qu'il est indiqué ci-dessous :

« Avis est donné par les présentes, conformément à l'alinéa 168(1)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de notre intention de révoquer l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous en vertu de l'alinéa 168(2)b) de cette loi et que la révocation de l'enregistrement entre en vigueur à la date de publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

La directrice générale

Direction des organismes de bienfaisance

Sharmila Khare

AGENCE DU REVENU DU CANADA

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Révocation de l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance

L'avis d'intention de révocation suivant a été envoyé à l'organisme de bienfaisance indiqué ci-après parce qu'il n'a pas respecté les parties de la *Loi de l'impôt sur le revenu* tel qu'il est indiqué ci-dessous :

« Avis est donné par les présentes, conformément aux alinéas 168(1)b), 168(1)e) et paragraphe 149.1(3)a), 149.1(3)b), et 149.1(4.1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de notre intention de révoquer l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous

on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

en vertu de l’alinéa 168(2)b) de cette loi et que la révocation de l’enregistrement entre en vigueur à la date de publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business number Numéro d’entreprise	Name / Nom Address / Adresse
832200463RR0001	TIMOTHY FOUNDATION, VANCOUVER, B.C.

Sharmila Khare
Director General
Charities Directorate

La directrice générale
Direction des organismes de bienfaisance
Sharmila Khare

CANADA REVENUE AGENCY

AGENCE DU REVENU DU CANADA

INCOME TAX ACT

LOI DE L’IMPÔT SUR LE REVENU

Revocation of registration of a charity

Révocation de l’enregistrement d’un organisme de bienfaisance

The following notice of proposed revocation was sent to the charity listed below for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

L’avis d’intention de révocation suivant a été envoyé à l’organisme de bienfaisance indiqué ci-après parce qu’il n’a pas respecté les parties de la *Loi de l’impôt sur le revenu* tel qu’il est indiqué ci-dessous :

“Notice is hereby given, pursuant to paragraphs 168(1)(b) and 168(1)(d) of the *Income Tax Act*, of our intention to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of registration will be effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

«Avis est donné par les présentes, conformément aux alinéas 168(1)b) et 168(1)d) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, de notre intention de révoquer l’enregistrement de l’organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous en vertu de l’alinéa 168(2)b) de cette loi et que la révocation de l’enregistrement entre en vigueur à la date de publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*.»

Business number Numéro d’entreprise	Name / Nom Address / Adresse
858128754RR0001	JOHN & LORENA REDEKOP FOUNDATION, ABBOTSFORD, B.C.

Sharmila Khare
Director General
Charities Directorate

La directrice générale
Direction des organismes de bienfaisance
Sharmila Khare

CANADA REVENUE AGENCY

AGENCE DU REVENU DU CANADA

INCOME TAX ACT

LOI DE L’IMPÔT SUR LE REVENU

Revocation of registration of charities

Révocation de l’enregistrement d’organismes de bienfaisance

The following notice of proposed revocation was sent to the charities listed below for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

L’avis d’intention de révocation suivant a été envoyé aux organismes de bienfaisance indiqués ci-après parce qu’ils n’ont pas respecté les parties de la *Loi de l’impôt sur le revenu* tel qu’il est indiqué ci-dessous :

“Notice is hereby given, pursuant to paragraphs 168(1)(b), 168(1)(e), and subsection 149.1(4) and paragraph 149.1(4)(b) of the *Income Tax Act*, of

« Avis est donné par les présentes, conformément aux alinéas 168(1)b), 168(1)e), et paragraphe 149.1(4) et à

our intention to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of registration will be effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

l’alinéa 149.1(4)b) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, de notre intention de révoquer l’enregistrement de l’organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous en vertu de l’alinéa 168(2)b) de cette loi et que la révocation de l’enregistrement entre en vigueur à la date de publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business number Numéro d’entreprise	Name / Nom Address / Adresse
839510823RR0001	FONDATION SOFER / THE SOFER FOUNDATION, MONTRÉAL (QC)
840314827RR0001	THE PAKSH FUND, MONTRÉAL, QUE.

Sharmila Khare
Director General
Charities Directorate

La directrice générale
Direction des organismes de bienfaisance
Sharmila Khare

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

APPEAL

Notice No. HA-2022-017

The Canadian International Trade Tribunal has decided, pursuant to rule 25 of the *Canadian International Trade Tribunal Rules*, to consider the appeal referenced hereunder by way of written submissions. Persons interested in intervening are requested to contact the Tribunal at 613-993-3595 or at citt-tcce@tribunal.gc.ca prior to the commencement of the scheduled hearing. Interested persons seeking additional information should contact the Tribunal.

Customs Act

Rona Inc. d.b.a. Lowe’s Canada v. President of the Canada Border Services Agency

Date of Hearing	November 24, 2022
Appeal	AP-2022-008
Goods in Issue	Decorative lights and projector lights
Issue	Whether the goods in issue are properly classified under tariff item No. 9405.40.90 as “other electric lamps and lighting fittings”, as determined by the President of the Canada Border Services Agency, or should be classified under tariff item No. 9505.10.00 as “articles for Christmas festivities” and No. 9505.90.00 as “other”, as claimed by Rona Inc. d.b.a. Lowe’s Canada.
Tariff Items at Issue	Rona Inc. d.b.a. Lowe’s Canada—9505.10.00 and 9505.90.00 President of the Canada Border Services Agency—9405.40.90

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

APPEL

Avis n° HA-2022-017

Le Tribunal canadien du commerce extérieur a décidé, aux termes de l’article 25 des *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur*, d’instruire l’appel mentionné ci-dessous sur la foi des pièces versées au dossier. Les personnes qui veulent intervenir sont priées de communiquer avec le Tribunal en composant le 613-993-3595 ou en écrivant au tcce-citt@tribunal.gc.ca avant l’instruction de l’appel. Les personnes intéressées qui souhaitent obtenir de plus amples renseignements doivent s’adresser au Tribunal.

Loi sur les douanes

Rona Inc. s/n Lowe’s Canada c. Président de l’Agence des services frontaliers du Canada

Date de l’audience	24 novembre 2022
Appel	AP-2022-008
Marchandises en cause	Lampes décoratives et projecteurs
Question en litige	Déterminer si les marchandises en cause sont correctement classées dans le numéro tarifaire 9405.40.90 à titre d’« autres appareils d’éclairage électriques », comme l’a déterminé le président de l’Agence des services frontaliers du Canada, ou si elles doivent être classées dans le numéro tarifaire 9505.10.00 à titre d’« articles pour fêtes de Noël » et dans le numéro tarifaire 9505.90.00 à titre d’« autres », comme le soutient Rona Inc. s/n Lowe’s Canada.
Numéros tarifaires en cause	Rona Inc. s/n Lowe’s Canada — 9505.10.00 et 9505.90.00 Président de l’Agence des services frontaliers du Canada — 9405.40.90

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**INQUIRY***Body armour*

The Canadian International Trade Tribunal has received a complaint (File PR-2022-045) from M.D. Charlton Co. Ltd. (M.D. Charlton), of Victoria, British Columbia, concerning a procurement (Solicitation WS3264674520 [M2989-222403]) made by the Department of Public Works and Government Services (PWGSC) on behalf of the Royal Canadian Mounted Police. The solicitation was for the provision of “Instant Armor-Tac III with Blanket System (5 Panels) with hardcase attachment package” body armour. Pursuant to subsection 30.13(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* and subsection 7(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Procurement Inquiry Regulations*, notice is given that the Tribunal made a decision on October 11, 2022, to conduct an inquiry into the complaint.

M.D. Charlton alleges that by proceeding with a directed, non-competed solicitation, by further failing to conduct an advance contract award notice to identify all potential suppliers, and by failing to publicly publish contract award notices within the required time period, PWGSC violated multiple provisions of the Canadian Free Trade Agreement.

Further information may be obtained from the Registry, 613-993-3595 (telephone), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, October 11, 2022

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**NOTICE TO INTERESTED PARTIES**

The Commission posts on its [website](#) original, detailed decisions, notices of consultation, regulatory policies, information bulletins and orders as they come into force. In accordance with Part 1 of the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Rules of Practice and Procedure*, these documents may be examined at the Commission’s office, as can be documents relating to a proceeding, including the notices and applications, which are posted on the Commission’s website, under “[Public proceedings & hearings](#).”

The following documents are abridged versions of the Commission’s original documents.

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**ENQUÊTE***Gilets pare-balles*

Le Tribunal canadien du commerce extérieur a reçu une plainte (dossier PR-2022-045) déposée par M.D. Charlton Co. Ltd. (M.D. Charlton), de Victoria (Colombie-Britannique), concernant un marché (appel d’offres WS3264674520 [M2989-222403]) passé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC) au nom de la Gendarmerie royale du Canada. L’appel d’offres portait sur la fourniture de gilets pare-balles « Instant Armor-Tac III avec système de couverture (5 panneaux) avec ensemble de fixation pour étui rigide ». Conformément au paragraphe 30.13(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* et au paragraphe 7(2) du *Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics*, avis est donné que le Tribunal a décidé, le 11 octobre 2022, d’enquêter sur la plainte.

M.D. Charlton allègue qu’en lançant un appel d’offres ciblé et non concurrentiel, en omettant de produire un préavis d’adjudication de contrat pour identifier tous les fournisseurs potentiels et en ne publiant pas les avis d’adjudication de contrat dans le délai requis, TPSGC a violé plusieurs dispositions de l’Accord de libre-échange canadien.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec le greffe, 613-993-3595 (téléphone), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 11 octobre 2022

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**AVIS AUX INTÉRESSÉS**

Le Conseil affiche sur son [site Web](#) les décisions, les avis de consultation, les politiques réglementaires, les bulletins d’information et les ordonnances originales et détaillées qu’il publie dès leur entrée en vigueur. Conformément à la partie 1 des *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes*, ces documents peuvent être consultés au bureau du Conseil, comme peuvent l’être tous les documents qui se rapportent à une instance, y compris les avis et les demandes, qui sont affichés sur le site Web du Conseil sous la rubrique « [Instances publiques et audiences](#) ».

Les documents qui suivent sont des versions abrégées des documents originaux du Conseil.

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION****CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES****PART 1 APPLICATIONS****DEMANDES DE LA PARTIE 1**

The following applications for renewal or amendment, or complaints were posted on the Commission's website between October 5 and October 13, 2022.

Les demandes de renouvellement ou de modification ou les plaintes suivantes ont été affichées sur le site Web du Conseil entre le 5 octobre et le 13 octobre 2022.

Application filed by / Demande présentée par	Application number / Numéro de la demande	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province	Deadline for submission of interventions, comments or replies / Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses
TVA Group Inc. / Groupe TVA inc.	2020-0372-1	addikTV (formerly Mystère)	Montréal	Quebec / Québec	November 7, 2022 / 7 novembre 2022
Sirius XM Canada Inc.	2022-0328-0	Sirius XM	Across Canada / L'ensemble du Canada	N.A. / s.o.	November 7, 2022 / 7 novembre 2022

ADMINISTRATIVE DECISIONS**DÉCISIONS ADMINISTRATIVES**

Applicant's name / Nom du demandeur	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province	Date of decision / Date de la décision
Bell Media Inc.	CJCB-TV-2 and / et CJCB-DT	Antigonish and / et Sydney	Nova Scotia / Nouvelle-Écosse	October 6, 2022 / 6 octobre 2022
Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada	CBQV-FM and / et CBQT-FM	Sandy Lake and / et Thunder Bay	Ontario	October 6, 2022 / 6 octobre 2022

NOTICES OF CONSULTATION**AVIS DE CONSULTATION**

Notice number / Numéro de l'avis	Publication date of the notice / Date de publication de l'avis	City / Ville	Province	Deadline for filing of interventions, comments or replies OR hearing date / Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses OU date de l'audience
2022-272	October 6, 2022 / 6 octobre 2022	N.A. / s.o.	N.A. / s.o.	November 7, 2022 / 7 novembre 2022

DECISIONS**DÉCISIONS**

Decision number / Numéro de la décision	Publication date / Date de publication	Applicant's name / Nom du demandeur	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province
2022-271	October 5, 2022 / 5 octobre 2022	Durham Radio Inc.	CKLK-FM	Grimsby and / et Beamsville	Ontario
2022-279	October 12, 2022 / 12 octobre 2022	WONation Radio Inc.	New low-power, English- and Ojibway-language Indigenous (Type B Native) FM radio station / Nouvelle station de radio FM autochtone (de type B) de langues anglaise et ojibwée de faible puissance	Wauzhushk Onigum Nation, District of Kenora / Nation Wauzhushk Onigum, comté de Kenora	Ontario

PUBLIC SERVICE COMMISSION

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Permission granted (Maloney, Richard Francis)

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 115(2) of the said Act, to Richard Francis Maloney, Manager, Programs, Correctional Service Canada, to seek nomination as, and be, a candidate, before and during the election period, for the position of Mayor for the Town of Bracebridge, Ontario, in the municipal election to be held on October 24, 2022.

October 5, 2022

Lily Klassen

Acting Director General
Staffing Support, Priorities and Political Activities
Directorate

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Permission accordée (Maloney, Richard Francis)

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Richard Francis Maloney, gestionnaire de programmes, Service correctionnel Canada, la permission, aux termes du paragraphe 115(2) de ladite loi, de tenter d'être choisi comme candidat et de se porter candidat, avant et pendant la période électorale, au poste de maire de la Ville de Bracebridge (Ontario), à l'élection municipale prévue pour le 24 octobre 2022.

Le 5 octobre 2022

La directrice générale par intérim

Direction du soutien en dotation, des priorités et des activités politiques

Lily Klassen

MISCELLANEOUS NOTICES**THE CANADIAN TRANSIT COMPANY****ANNUAL MEETING**

Notice is hereby given that the annual meeting of shareholders of The Canadian Transit Company will be held at the offices of The Detroit International Bridge Company, 12225 Stephens Road, Warren, Michigan, on October 3, 2022, at 3:00 p.m., for the purpose of electing directors of the Company and for the transaction of any other business authorized or required to be transacted by the shareholders.

Windsor, September 15, 2022

Dan Stamper
President

ROYAL & SUN ALLIANCE INSURANCE COMPANY OF CANADA**ASSUMPTION REINSURANCE AGREEMENT**

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of subsection 254(2.01) of the *Insurance Companies Act* (Canada) [the “Act”], that Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada (“RSA Canada”) intends to make an application to the Superintendent of Financial Institutions (the “Superintendent”), on or after November 22, 2022, for the Superintendent’s approval to cause itself to be reinsured, on an assumption basis, against less than substantially all of its policy liabilities, by Belair Insurance Company Inc. (“Belair”). In this regard, RSA Canada proposes to reinsure, on an assumption basis, all its policy liabilities relating to personal lines automobile and property (home) insurance sold by Johnson Inc. in the province of Quebec.

A copy of the proposed assumption reinsurance agreement will be available for inspection by the policyholders of RSA Canada during regular business hours at the head office of RSA Canada located at 700 University Avenue, Suite 1500-A, Toronto, Ontario M5G 0A1, for a period of 30 days following publication of this notice.

AVIS DIVERS**THE CANADIAN TRANSIT COMPANY****ASSEMBLÉE ANNUELLE**

Avis est par les présentes donné que l’assemblée annuelle des actionnaires de The Canadian Transit Company se tiendra aux bureaux de la Detroit International Bridge Company, situés au 12225 Stephens Road, Warren, Michigan, le 3 octobre 2022, à 15 h, afin d’élire les administrateurs de la compagnie et de délibérer sur toutes les questions soulevées par les actionnaires ou approuvées par ceux-ci.

Windsor, le 15 septembre 2022

Le président
Dan Stamper

ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA, SOCIÉTÉ D’ASSURANCES**CONVENTION DE RÉASSURANCE AUX FINS DE PRISE EN CHARGE**

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du paragraphe 254(2.01) de la *Loi sur les sociétés d’assurances* (Canada) [la « Loi »], que, le 22 novembre 2022 ou après cette date, la Royal & Sun Alliance du Canada, société d’assurances (« RSA Canada ») entend soumettre au surintendant des institutions financières (« le surintendant ») une demande pour son approbation de se réassurer, aux fins de prise en charge, contre moins que la quasi-totalité des obligations qu’elle a prises aux termes de ses polices d’assurance, auprès de la Compagnie d’assurance Belair inc. (« Belair »). À cet égard, RSA Canada propose de réassurer aux fins de prise en charge toutes ses obligations relatives aux polices d’assurance automobile et habitation pour les particuliers vendues par Johnson Inc. au Québec.

Un exemplaire de la convention de réassurance aux fins de prise en charge proposée pourra être consulté par les titulaires de police de RSA Canada pendant les heures normales de bureau au siège social de RSA Canada situé au 700, avenue University, bureau 1500-A, Toronto (Ontario) M5G 0A1, pour une période de 30 jours suivant la publication du présent avis.

Any policyholder who wishes to obtain a copy of the assumption reinsurance agreement may do so by writing to RSA Canada at the above-noted address.

Toronto, October 22, 2022

**Royal & Sun Alliance Insurance
Company of Canada**

Un exemplaire de la convention de réassurance aux fins de prise en charge proposée sera envoyé à tout titulaire de police qui en fait la demande par écrit, à l'attention de RSA Canada, à l'adresse susmentionnée.

Toronto, le 22 octobre 2022

**Royal & Sun Alliance du Canada,
société d'assurances**

INDEX

COMMISSIONS

Canada Energy Regulator

Notice of filing of an application for a permit to build and operate an international power line	
Application by Hydro-Québec for a permit to build and operate a direct current power line from the Hertel substation to the Champlain Hudson Power Express project in the United States	5111

Canada Revenue Agency

Income Tax Act	
Revocation of registration of a charity [Audit, 829479666RR0001].....	5112
Revocation of registration of a charity [Audit, 832200463RR0001].....	5112
Revocation of registration of a charity [Audit, 858128754RR0001].....	5113
Revocation of registration of charities [Audit, 839510823RR0001].....	5113

Canadian International Trade Tribunal

Appeal	
Notice No. HA-2022-017.....	5114
Inquiry	
Body armour.....	5115

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Administrative decisions.....	5116
Decisions	5116
* Notice to interested parties.....	5115
Notices of consultation	5116
Part 1 applications	5116

Public Service Commission

Public Service Employment Act	
Permission granted (Maloney, Richard Francis)	5117

GOVERNMENT NOTICES

Environment, Dept. of the

Canadian Environmental Protection Act, 1999	
Waiver of information requirements for living organisms (subsection 106(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999).....	5097
Waiver of information requirements for substances (subsection 81(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999).....	5101

GOVERNMENT NOTICES — *Continued*

Innovation, Science and Economic Development Canada

Radiocommunication Act	
Notice No. SMSE-016-22 — Release of SPR-002, issue 2.....	5105

Privy Council Office

Appointment opportunities.....	5106
--------------------------------	------

Transport, Dept. of

Canada Shipping Act, 2001	
Order Repealing the Interim Order Respecting Cruise Ship Restrictions and Vaccination Requirements Due to the Coronavirus Disease 2019 (COVID-19).....	5104

MISCELLANEOUS NOTICES

* Canadian Transit Company (The)	
Annual meeting.....	5118
Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada	
Assumption reinsurance agreement.....	5118

PARLIAMENT

Chief Electoral Officer, Office of the

Canada Elections Act	
Deregistration of a registered electoral district association [subsection 467(1)].....	5110
Deregistration of registered electoral district associations [subsection 467(2)]....	5110

House of Commons

* Filing applications for private bills (First Session, 44th Parliament).....	5110
---	------

* This notice was previously published.

INDEX

AVIS DIVERS

* Canadian Transit Company (The) Assemblée annuelle.....	5118
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances Convention de réassurance aux fins de prise en charge	5118

AVIS DU GOUVERNEMENT

Conseil privé, Bureau du Possibilités de nominations	5106
--	------

Environnement, min. de l' Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les organismes vivants [paragraphe 106(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]	5097
Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les substances [paragraphe 81(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]	5101

Innovation, Sciences et Développement économique Canada Loi sur la radiocommunication Avis n° SMSE-016-22 — Publication de la PRS-002, 2 ^e édition	5105
---	------

Transports, min. des Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada Arrêté abrogeant l'Arrêté d'urgence imposant certaines restrictions et exigences de vaccination aux navires de croisière en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).....	5104
--	------

COMMISSIONS

Agence du revenu du Canada Loi de l'impôt sur le revenu Révocation de l'enregistrement d'organismes de bienfaisance [vérification, 839510823RR0001]	5113
Révocation de l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance [vérification, 829479666RR0001]	5112

COMMISSIONS (suite)

Agence du revenu du Canada (suite) Loi de l'impôt sur le revenu (suite) Révocation de l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance [vérification, 832200463RR0001]	5112
Révocation de l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance [vérification, 858128754RR0001]	5113

Commission de la fonction publique Loi sur l'emploi dans la fonction publique Permission accordée (Maloney, Richard Francis)	5117
--	------

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes * Avis aux intéressés.....	5115
Avis de consultation	5116
Décisions	5116
Décisions administratives	5116
Demandes de la partie 1	5116

Régie de l'énergie du Canada Avis de dépôt d'une demande de permis visant la construction et l'exploitation d'une ligne internationale de transport d'électricité Demande d'Hydro-Québec visant l'obtention d'un permis pour construire et exploiter une ligne d'électricité à courant continu du poste Hertel jusqu'au projet Champlain Hudson Power Express aux États-Unis.....	5111
--	------

Tribunal canadien du commerce extérieur Appel Avis n° HA-2022-017	5114
Enquête Gilets pare-balles.....	5115

PARLEMENT

Chambre des communes * Demandes introductives de projets de loi d'intérêt privé (Première session, 44 ^e législature)	5110
---	------

Directeur général des élections, Bureau du Loi électorale du Canada Radiation d'associations de circonscription enregistrées [paragraphe 467(2)]	5110
Radiation d'une association de circonscription enregistrée [paragraphe 467(1)]	5110

* Cet avis a déjà été publié.